

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TchaoMegot

12 RUE BENJAMIN DELESSERT

--

60510 Bresles

Références : IC-R/345/25-AC/MC
Code AIOT : 0100031101

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2025 dans l'établissement TchaoMegot implanté 12 Rue Benjamin Delessert -- 60510 Bresles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TchaoMegot
- 12 Rue Benjamin Delessert -- 60510 Bresles
- Code AIOT : 0100031101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TCHAOMEGOT est autorisée par arrêté préfectoral du 8 juillet 2024 à exploiter une installation de dépollution de mégots de cigarettes classée sous la rubrique 2790 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de Bresles.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dispositifs de rétention et de confinement	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 5.1.5	Demande d'action corrective	2 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 5.2.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.2.1	Sans objet
2	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 5.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société TCHAOMEGOT a été autorisée récemment et est en cours d'installation. Les points contrôlés sont globalement respectés. Il est cependant demandé à l'exploitant sous deux mois de :

- mettre en place un affichage de localisation des vannes guillotines et de former l'ensemble de son personnel à son usage ;
- mettre en place un système d'extinction automatique au CO2 sur son process au niveau du broyeur et du sécheur.

Au vu de la réactivité et des engagements pris par l'exploitant, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Prescription contrôlée :

[...]

Dans les six mois suivants la signature du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude technico-économique sur la séparation entre les eaux pluviales de toiture du bâtiment et les eaux pluviales de voiries du secteur ouest susceptibles d'être polluées.

Cette étude est transmise dès réception aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

Par courrier du 28 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection l'étude technico-économique sur la séparation des réseaux d'eau pluviale de toiture et de voirie du côté ouest.

L'étude ressenne deux possibilités techniques :

- la démolition et la réfection de la structure de la voirie afin de modifier les raccordements actuels ;
- la modification de la toiture avec la mise en place d'un système de tampon siphonide.

Ces travaux sont d'un montant de 20 000 €.

Au vu des coûts et de l'ampleur des travaux, il est indiqué à l'exploitant qu'une décision concernant l'utilité de ces travaux sera prise à la réception de la première analyse des rejets aqueux du site. Si les valeurs mesurées sont sous les valeurs limites d'émissions définies dans l'arrêté préfectoral, les travaux ne seront pas nécessaires.

Il est cependant rappelé à l'exploitant qu'en cas de dépassements dans les prochaines années, il pourra être demandé à l'exploitant d'appliquer l'étude et de réaliser les travaux afin d'empêcher toute atteinte du milieu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 5.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Stockages

Prescription contrôlée :

Nature de déchets/flux	Précision (type de déchets / localisation)	Référence plan*	Surface (en m ²)	Hauteur maximale (m)	Volume (m ³)	Tonnage
Mégots de cigarettes	Zone de livraison	A	6	3	6.1	1.34

cigarettes entrants	livraison des sacs entrants de mégots					
Résidus de cendres/tabc	Zone de stockage des déchets issus du traitement	B	10	3	22.7	5.8
Mégots de cigarettes souillés	Zone de stockage des déchets issus du traitement	C	8	3	9.7	2.14
Filtres en cours de traitement	Zone de stockage tampon des filtres triés, séchés broyés en amont de la dépollution	D	2	1	0	0
Filtres en cours de traitement	Zone de stockage tampon des filtres	E	10	2	0	0
Substances extraites	Zone de stockage des déchets issus du traitement	F	2	1	0.4	0.8

Total : 38 m²						
Produits semi-finis : filtres dépollués	Zone de stockage tampon de la matière en sortie du processus de traitement et en tête du processus de matelassag e	G	21	2	0	0
Produits finis : rouleaux d'isolant	Zone de stockage des rouleaux d'isolants prêt à être expédiés	H	12	3	24	1.9
Z o n e d'assembl age et de stockage des marchandi ses (cendriers)	Z o n e d'assembla ge, de stockage des cendriers, pièces détachées et expédition des marchandi ses	I	150	3	/	/
Sacs vides à nettoyer Déchets non -	Stockages des sacs à nettoyer pour être	J	4	3	12	3.6

n o n - dangereux	pour être réutilisés dans le transport d e s m é g o t s					
Sacs vides à nettoyer Déchets n o n - dangereux	Stockages des sacs à nettoyer pour être réutilisés dans le transport d e s m é g o t s	K	2	3	2	0.6
Total : 189 m ²						
Zone de stockage tampon	Stockage exception nel en cas de panne sur ligne d e traitement	L	30	3	/	/

*plan en annexe 2 du présent arrêté

Constats :

Il a été constaté lors de la visite de terrain que les zones de stockage sont respectées.

Au jour de la visite, le site n'était pas encore à pleine capacité et les volumes étaient moindres. Les activités de matelassage ne sont pas encore installées sur le site. Les zones de stockage G et H ne sont donc pas présentes.

L'exploitant a indiqué que pour faciliter les flux dans le process, les zones de sacs vides (J et K) et celles des déchets entrants (A) ont été interverties.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositifs de rétention et de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 5.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'une rétention d'un volume de 263m3. Le confinement des eaux incendie est effectué par la mise en charge des réseaux d'eau internes et de l'espace voirie par isolement de ces réseaux au moyen de deux vannes guillottes installées sur les rejets des eaux pluviales. L'exploitant met en place une procédure de mise en confinement des eaux polluées en cas d'incendie ou de déversement de matière dangereuse et forme le personnel à l'usage des vannes guillottes. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : Le volume de confinement a été calculé par la montée en charge des réseaux dans le dossier d'autorisation. Lors de la visite, il a pu être constaté la présence des deux vannes guillottes manuelles permettant le confinement des eaux dans le réseau. Les vannes n'étant pas visibles, il est demandé à l'exploitant la mise en place d'un affichage afin de faciliter l'intervention en cas d'incendie ou de déversement. La procédure de mise en confinement des réseaux a été présentée au cours de l'inspection. Messieurs Arnaud et Julien PAQUE ont été formés à l'usage des vannes guillottes. L'ensemble du personnel n'a cependant pas été formé. Non-conformité (fait modéré) : l'ensemble du personnel n'a pas été formé à l'usage des vannes guillottes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective : il est demandé à l'exploitant de former son personnel à l'usage des vannes guillottes et de disposer un affichage de localisation des vannes afin de faciliter leur usage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum :

- d'un poteau à incendie situé à moins de 100 m du site permettant de fournir 90 m³/h ;
- d'un système d'extinction automatique au CO₂ sur le broyeur et le sécheur de la ligne de process ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un extincteur mobile de 50 kg approprié au risques à combattre et compatible avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers dans chaque local ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou de matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu en quantité adaptée au risque et de pelles.

Constats :

Le site dispose d'un poteau incendie public situé à l'entrée du site. Le débit a été mesuré à une puissance de 118 m³/h lors de l'instruction de l'autorisation.

Concernant les systèmes d'extinction automatique au CO₂ sur le broyeur et le sécheur, l'exploitant a indiqué que le process était encore en cours d'installation. Le broyeur industriel n'est pas encore installé, mais le sécheur est en fonction. L'exploitant a indiqué que les systèmes automatiques d'extinction seront installés lorsque le process sera complètement installé.

Il a été indiqué à l'exploitant que le sécheur étant installé, le risque est présent et la défense incendie doit donc être opérationnelle.

Non-conformité (fait modéré) : le broyeur et le sécheur de la ligne de process ne disposent pas d'un système d'extinction automatique au CO₂.

L'exploitant a indiqué être en capacité de terminer l'installation de la ligne de process et d'y installer les systèmes d'extinction sous deux mois.

Il a été constaté par sondage la présence d'extincteurs dans les locaux. Ces extincteurs sont régulièrement vérifiés et l'exploitant a présenté en séance un Q4 conforme de la société SIMIE réalisé le 29 novembre 2024.

Au jour de la visite, l'extincteur mobile de 50 kg et la réserve de sable n'étaient pas présents. Par courrier électronique du 22 juillet 2025, l'exploitant a transmis les preuves de la réception sur site de ces deux éléments.

Un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours est également présent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective : il est demandé à l'exploitant sous deux mois de mettre en place un système d'extinction automatique au CO2 sur le broyeur et le sécheur de la ligne de process.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois